



- Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement
- Observatoire des armements

Désarmement et non-prolifération nucléaire

n° 13 • 8-2015

Lettre d'information parlementaire

Avec l'automne, vient le temps du débat budgétaire. Lors de la séance plénière pour l'adoption du budget de la défense, M. François de Rugy, est revenu à la charge concernant les armes nucléaires. Déjà, lors des débats en commission de la défense, les amendements du député écologiste venant remettre en cause l'acharnement du gouvernement dans la poursuite de la modernisation de la bombe avaient été rejetés. Seul le député communiste Jean-Jacques Candelier a manifesté également son opposition à cette nouvelle « ligne Maginot » qui « ne donne que l'illusion de la protection ». La constance de M. de Rugy a été saluée par certains de ses collègues, sans pour autant susciter un partage de ses positions par quelques députés socialistes que l'on a connu plus « frondeurs » sur d'autres sujets, ni un renouveau dans l'argumentaire des partisans de la bombe pour contrer ses propos... Comme si les conseillers du ministre avaient ressorti la même fiche que l'an dernier ! En effet, M. Jean-Yves Le Drian, en réponse à l'amendement demandant la suppression des crédits affectés à la composante nucléaire aéroportée, a repris comme dernier argument : « en plus, ce n'est pas cher ». Et ce, au mépris de tous les rapports et autres analyses soulignant l'augmentation à prévoir de la part consacrée à la bombe atomique dans les dépenses d'équipement militaire. Seule la réalisation d'un véritable « audit atomique » parlementaire permettrait d'affirmer ou non les propos du ministre.

10,2 millions d'euros... par jour !*

Jean-Marie Collin & Patrice Bouveret

*Montant des dépenses consacrées chaque jour à la dissuasion nucléaire en 2016 selon le budget officiel.

Actualité internationale

Assemblée annuelle du réseau PNND

Le PNND a tenu son assemblée annuelle au Sénat de la République tchèque. Des parlementaires en provenance des cinq continents (Costa Rica, Inde, Brésil, Allemagne, Finlande, Royaume-Uni, Kazakhstan, Chili, Suisse...) sont intervenus pour présenter le travail réalisé au sein de leur parlement et les initiatives à venir pour renforcer la prise de conscience du danger des armes nucléaires. Notons que le député français, **Hervé Morin**, non membre du PNND, a promu le désarmement nucléaire, via un message vidéo, encourageant le rôle de l'Union européenne et celui des États disposant des plus grands arsenaux nucléaires.

<http://www.pnnd.org/article/prague-nuclear-weapon-free-world>

« Quels engagements de la Belgique pour le désarmement nucléaire ? »

C'était le thème du séminaire, organisé par le vice-président de la commission de la défense (**Benoît Hellings**, groupe Ecolo) et le Grip, le 23 octobre 2015 à la Chambre des représentants. Le débat a permis de revenir sur les fondements de la dissuasion, la place et le rôle de la Belgique dans le processus de désarmement et notamment la question des nouvelles bombes nucléaires américaines qui doivent être stationnées sur la base aérienne de Kleine Brogel. Les parlementaires belges (comme **Dirk Van der Maelen** du SP.A, **Stéphane Crusnière** du PS) sont actifs sur ce thème, puisque avant la fin de l'année, la Croix-Rouge belge sera auditionnée sur « la dimension humanitaire du désarmement nucléaire ». Il est fort probable qu'un nouveau projet de loi d'interdiction des armes nucléaires sur le sol belge soit déposé à la Chambre en début d'année 2016.

Du changement au Parlement canadien ?

Le Parti libéral et son chef, Justin Trudeau, ont remporté les élections du 19 octobre, avec 184 sièges sur les 338 que compte le Parlement. Il y a de fortes chances que cette nouvelle majorité prenne dans les mois à venir une position sur le désarmement nucléaire opposée à celle de l'ancien Premier ministre Harper, à en lire le positionnement de Anna Gainey, présidente nationale du Parti libéral du Canada : « L'objectif du Parti libéral du Canada est l'élimination complète des armes nucléaires. Le désarmement

Deux questions à...

M^{me} Francine John-Calame,

conseillère nationale à l'Assemblée fédérale,
membre de la commission de politique
extérieure, Suisse



Comment, au sein de votre Assemblée fédérale, abordez-vous la thématique du désarmement nucléaire ?

Nous avons un groupe parlementaire au sein du Conseil national qui travaille sur ce sujet. Mais ce sont surtout mes collègues qui siègent au sein de l'Union interparlementaire, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe qui ont la possibilité de porter ce thème dans les différentes assemblées parlementaires pour faire avancer cette réflexion au niveau international.

Le Conseil fédéral, notre gouvernement, s'impliquent de manière très active pour le désarmement nucléaire. Comme notre pays est neutre et n'a pas de passé colonial, cela lui donne une grande légitimité et une bonne crédibilité pour faire avancer le débat. Il aborde principalement ce sujet sous l'aspect des conséquences humanitaires catastrophiques qu'engendrent les essais nucléaires et que provoquerait l'utilisation des armes nucléaires actuellement stockées dans différents pays.

Pour faire avancer ce dossier au niveau international, la Suisse ne l'aborde pas sous l'angle de la sécurité militaire, mais considère qu'il s'agit bien davantage d'un problème humanitaire sur lequel il faut concentrer les efforts pour dépasser les blocages actuels avec certains États détenteurs d'armes nucléaires.

La Suisse étant un pays limitrophe avec la France, abordez-vous le sujet des risques et des dangers du nucléaire militaire ?

À chaque fois que cela est possible, notamment lors des rencontres avec les parlementaires français, nous essayons d'aborder le thème de la sécurité, en portant nos interrogations à la fois sur l'usage du nucléaire civil, mais aussi militaire. Il faut être conscient que les échanges ne sont pas toujours très faciles, la France est très dépendante de l'énergie nucléaire, ce qui rend les parlementaires français peu enclin à s'engager pour une dénucléarisation même militaire, hormis lorsqu'il y a l'un ou l'autre parlementaire du parti des Verts !

De fait, les préoccupations des Verts sont actuellement peu prises en compte, car la population fait confiance aux autorités qui gèrent la sécurité de nos centrales nucléaires. Après Fukushima, notre gouvernement, à majorité féminine, s'est prononcé pour une sortie planifiée du nucléaire. Si nous avons avancé sur ce dossier, c'est donc grâce à l'action des femmes élues au sein du gouvernement suisse. Je pense que de manière générale si on veut avancer dans le domaine du désarmement nucléaire, il faut impliquer davantage de femmes dans cette lutte. Comme les Nations Unies ont mis en place un programme pour qu'elles s'engagent davantage dans les processus de paix, je suis convaincue que c'est grâce à elles que l'objectif d'un monde sans armes nucléaires pourra être atteint. À l'évidence, les femmes ont une notion différente de la sécurité que celle promue par les hommes.

nucléaire n'est pas un projet utopique. Il est plutôt une nécessité engendrée par les risques humanitaires posés par tout degré de prolifération. Le Parti libéral du Canada continuera de s'opposer à toute mesure qui encouragerait la prolifération des armes nucléaires dans le monde et appuie la motion en faveur du désarmement nucléaire adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes en 2010. »

<http://artistespourlapaix.org/?p=7740>

Renouvellement du système Trident recalé en Écosse

Le parti du Labour a présenté au Parlement écossais une motion contre le renouvellement du système d'arme nucléaire Trident (sous-marins et missiles). Cette motion qui a été votée avec 96 voix pour et 17 contre a été soutenue par le Scottish national Party (SNP). Même le député travailliste écossais, Kezia Dugdale a voté en faveur de cette motion, abandonnant son opposition de longue date à un désarmement unilatéral.

Le Parlement iranien approuve l'accord sur le nucléaire

Le Parlement iranien a approuvé le 13 octobre l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet dernier, par 161 voix pour, 59 contre, 13 abstentions. 17 parlementaires n'ont pas voté et 40 n'ont pas participé à cette session. Cet accord prévoit une levée des sanctions internationales imposées à l'Iran en échange de son engagement à ne pas se doter de l'arme atomique et de limiter son programme nucléaire civil.

Du côté de la société civile

Les Allemands se rebiffent !

108 824 Allemands ont signé, entre le 22 septembre et le 8 novembre 2015, une pétition — destinée à la chancelière Angela Merkel, au président Joachim Gauck et au gouvernement — pour s'opposer au déploiement de nouvelles ogives nucléaires tactiques (B61-12) américaines sur la base aérienne de Büchel en Allemagne. Un stationnement qui est illégal au titre des articles 1 et 2 du Traité de non-prolifération et de l'article 26.1 de la Constitution allemande, selon lequel « les actions entreprises avec l'intention de perturber les relations pacifiques entre les nations, en particulier, pour préparer la guerre d'agression, sont considérées comme inconstitutionnelles et punissables ».

La société civile allemande s'oppose depuis de nombreuses années au déploiement de ces armes nucléaires. La campagne « atomwaffenfrei.jetzt », (zéro arme nucléaire maintenant), est soutenue par 50 ONG. Cette année, pour interpellier l'opinion publique, les militants ont bloqué la Base de Büchel pendant 65 jours.

<https://www.change.org/p/keine-atomwaffen-in-deutschland>



M^{me} Denise Pascal Allende,

vice-présidente de la Chambre des députés, Chili

Comment le thème du désarmement nucléaire est-il abordé dans votre parlement ?

Évidemment, ce n'est pas un sujet que nous abordons chaque jour au Parlement chilien. Mais le thème de la paix et des droits humains est notre axe principal de travail à travers duquel nous abordons les sujets de la démilitarisation et du désarmement nucléaire. Le Chili a signé le Traité de Tlatelolco en 1969 et a pris l'engagement, tout comme les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de ne pas acquérir des armes nucléaires. Nous avons légalisé ce traité dans notre Parlement à travers un texte de loi. Nous nous tenons au courant régulièrement sur ce sujet — d'où ma présence à l'Assemblée annuelle du PNND — car même si nous sommes un petit pays, ces armes et leurs conséquences en cas d'utilisation nous préoccupent. Nous pensons que l'arrêt de la prolifération nucléaire serait un réel gain pour assurer et défendre les droits de l'Homme. Un des sujets qui nous préoccupe le plus est la situation au Moyen-Orient et la mise en place d'une zone exempte d'armes de destruction massive ; nous sommes en effet le pays d'Amérique du Sud qui accueille le plus de réfugiés palestiniens.

Lorsque vous rencontrez des parlementaires, membres de puissances nucléaires, est-ce que vous abordez le sujet de la dissuasion nucléaire et du désarmement nucléaire avec eux ?

Nous participons à différentes organisations internationales. L'une d'elles est l'Union interparlementaire ou nous abordons constamment ces questions avec de nombreux parlementaires étrangers. Je suis ainsi membre du Comité permanent du Moyen-Orient et tous les parlementaires de ce comité parlent des armes nucléaires, du danger de ces armes et nous sommes très bien informés sur chaque situation des États possédant ces arsenaux.

Nous devons absolument en parler, car même si ces armes sont loin de chez nous, elles pourraient compliquer notre situation politique et notre sécurité. Je tiens à souligner que nous ne cherchons pas à être protégés par un État ou un « parapluie ». Nous ne disposons pas d'armes nucléaires, et nous ne sommes pas à la recherche de la protection d'État. Nous pouvons plus nous protéger avec des mots, par la diplomatie, que par des guerres.

La dissuasion nucléaire en bref...

Opacité budgétaire : De plus en plus de parlementaires (Gwenegon Bui, socialiste ; François de Rugy, écologiste...) affichent ouvertement leurs interrogations sur la complexité des comptes budgétaires, leur opacité et donc l'impossibilité de connaître pleinement les coûts de la force de dissuasion nucléaire. Le rapport spécial du député Cornut-Gentille (Les Républicains) sur les crédits 2016 de la défense fait ainsi ressortir que « sur le plan budgétaire, les données de l'action 06 "Dissuasion" du programme 146, ne regroupent pas l'intégralité des équipements concourant à ce système de force. Pour la composante aéroportée, il manque notamment les crédits dédiés au programme Rafale, à l'avion ravitailleur MRTT... ; pour la composante océanique, la mise en œuvre des SNLE fait également appel à des bâtiments rattachés à d'autres actions (SNA, frégates...). Le respect du principe de sincérité des documents budgétaires devrait inviter à élargir le périmètre de l'action 06 ».

Faut-il remettre en question la dissuasion nucléaire ?

Dans une interview donnée au quotidien *Les Échos* (27 octobre), le général Desportes, qui n'est pas connue pour être un partisan du désarmement nucléaire, craint que la dissuasion nucléaire « ne devienne notre nouvelle ligne Maginot ». Il s'interroge devant la mobilisation de ressources financières tou-

jours plus grande pour cette force, environ 20 % aujourd'hui et « qui pourrait rapidement atteindre 30 % des dépenses militaires compte tenu des renouvellements de programmes prévus dans les dix ans à venir ». Il indique qu'il « est temps de maîtriser une dérive perverse pour la défense française et d'envisager enfin la défense de manière globale. En ce sens, la sacralisation actuelle du nucléaire est une des plus graves menaces sur la sécurité des Français ». Cela donne à réfléchir...

<http://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/021431526984-general-desportes-au-rythme-actuel-larmee-francaise-sera-bientot-epuisee-1169319.php>

Le scrupulus du M51 : un câble ! Un simple petit câble électrique serait à l'origine de l'échec du tir du missile M51 du 5 mai 2013. Ce câble, posé par l'équipe industrielle d'Airbus Defence & Space, était protégé par une « gouttière » métallique de petite dimension, apparemment mal fixée et en tout cas mal conçue, qui a provoqué des vibrations inattendues telles, que la poursuite du vol du missile était devenue impossible. Quelle crédibilité accordée à la dissuasion nucléaire alors qu'un seul petit câble électrique a mis en échec le M51 ?

http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/echec-du-missile-m51-en-2013-petite-cause-gros-effets-09-11-2015-1980172_53.php

Cycle d'audition sur la dissuasion au Sénat

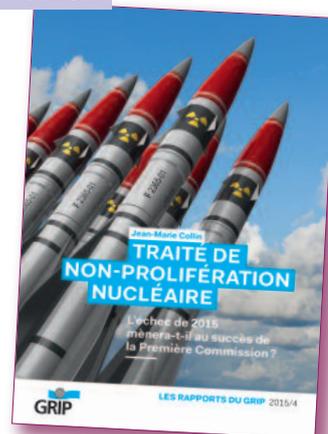
La commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale a pris l'initiative de réaliser un cycle d'audition sur le thème de la « Dissuasion nucléaire » au cours du premier trimestre 2014. À l'heure où il n'y a pas encore d'enjeux sur le futur de la dissuasion nucléaire — les décisions politiques sur la modernisation de cette force devant être prises par le futur Président — Il serait opportun que le Président de la commission de la défense et des affaires étrangères du Sénat mette en place son propre cycle d'audition. En plus des experts, diplomates et chercheurs auditionnés, il serait judicieux que des parlementaires étrangers et des membres d'organisations internationales (Comité international de la Croix-Rouge, président de l'Union interparlementaire...) soient entendus afin d'intégrer et comprendre les perceptions de notre politique de défense par ces acteurs.

QUESTION

Dimensionnement du Laser mégajoule

Le 23 octobre 2014, le Premier ministre Manuel Valls a inauguré l'élément principal du programme de simulation des essais nucléaires, le Laser mégajoule. Ce système a toujours été présenté comme devant permettre « d'étudier, à toute petite échelle, le comportement des matériaux dans des conditions extrêmes similaires à celles atteintes lors du fonctionnement nucléaire des armes ». Quand ce programme a été lancé en 1996, il devait être terminé pour 2010 et comporter un total de 240 lasers. Le nombre de lasers a été ramené à 176. Actuellement le Laser mégajoule n'est doté que de 8 lasers et la totalité des lasers ne sera pas installée avant au moins 10 années.

M/M^{me} le Député ; M/M^{me} le Sénateur demande au ministre de la Défense de bien vouloir lui indiquer pourquoi le Laser mégajoule est entré en service avec si peu de lasers et d'expliquer pourquoi si le Laser mégajoule fonctionne avec un nombre très réduit de lasers — conformément aux informations données aux parlementaires — il faut atteindre le nombre de 176 lasers ?



Traité de non-prolifération nucléaire : l'échec de 2015 mènera-t-il au succès de la Première commission ?

Revenant sur les raisons de l'échec de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire, l'auteur (Jean-Marie Collin) explique, qu'une coalition de plus de 100 pays, visant à « combler le vide juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires », s'est constituée et devraient parvenir à imposer ses vues lors des débats à la Première commission de l'ONU face aux puissances nucléaires.

Les rapports du Grip
2015/4, 36 pages

<http://www.grip.org/fr/node/1843>

Retrouvez les numéros de la *Lettre* sur :

<http://www.pnnd.org/pnnd-france-lettre-d-information-parlementaire>

NOUS SUIVRE SUR TWITTER :



@obsarm

@jmc_nonukes



L'Observatoire des armements et le PNNF France sont membres du comité de pilotage d'ICAN France - Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires lancée en 2007. Présente dans 95 pays, elle regroupe 424 organisations non-gouvernementales partenaires — dont 64 en France.

Pour en savoir plus : www.icanfrance.org et www.icanw.org.



Le réseau des **Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNNF)**, est un forum international non partisan pour les législateurs. Ce réseau mondial (Australie, Allemagne, États-Unis, Finlande, France, Israël, Jordanie, Japon, Kazakhstan, Norvège, Royaume-Uni, Pakistan...) réunit

plus de 800 parlementaires (19 en France) provenant de plus de 80 pays. Le PNNF offre une variété de forums, d'initiatives, dans lesquels les législateurs peuvent apprendre les uns des autres à collaborer sur des mesures nationales, régionales et internationales. Il s'agit notamment de conférences, de newsletters, de séminaires et de contacts entre collègues parlementaires dans le but d'empêcher la prolifération et pour parvenir au désarmement nucléaire.

PLUS D'INFORMATION SUR LE PNNF : www.pnnd.org

CONTACT : Jean-Marie Collin, directeur France PNNF,
jeanmarie@pnnd.org • 06 37 94 62 41



L'**Observatoire des armements** est un centre indépendant d'expertise et de documentation, ouvert au public, créé en 1984. Les activités de recherche

de l'Observatoire des armements sont centrées plus particulièrement sur deux axes : les transferts et l'industrie d'armement ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Pour faire connaître son activité et ses travaux de recherche, l'Observatoire publie une lettre d'information trimestrielle, *Damoclès*, ainsi que des études et des ouvrages comme *Exigez ! un désarmement nucléaire total*, avec Stéphane Hessel et Albert Jacquard. Au fil des années, l'Observatoire des armements est devenu un interlocuteur incontournable et un centre ressource pour les médias, les responsables politiques, les chercheurs, la société civile, tant français qu'étrangers.

PLUS D'INFORMATION SUR L'OBSERVATOIRE : www.obsarm.org

CONTACT : Patrice Bouveret, directeur,
patricebouveret@obsarm.org • 04 78 36 93 03